

Le programme d'achat de sous-marins est à l'origine de tractations abominables. L'ex-chef de l'état-major de la Défense et sous-ministre des Transports, M. Ramsey Withers, est maintenant sur la liste de paie des gens chargés de promouvoir ce programme. Il détenait un poste très important au Canada, celui de sous-ministre des Transports et de chef de l'état-major de la Défense. Il reçoit des prestations de retraite du gouvernement du Canada, et il ne devrait donc pas faire de démarchage pour des groupes privés dans le but d'en retirer des avantages personnels. On ne saurait pas laisser ce genre d'activités se poursuivre. Nous devrions affirmer à la Chambre que Ramsey Withers ne doit pas essayer d'influencer le gouvernement à ce sujet.

• (1240)

Nous assistons par ailleurs au spectacle d'un ancien ministre de la Défense nationale, M. Jean-Jacques Blais, qui a servi la Chambre en qualité de ministre de la Couronne, qui se mêle lui aussi de vouloir l'influencer. Apparemment, non seulement il reçoit de l'argent en qualité de lobbyiste, mais il en reçoit également du gouvernement du Canada, bien qu'indirectement. C'est inacceptable. Nous ne devrions pas le tolérer davantage. Le gouvernement doit prendre des mesures concrètes pour faire cesser cette situation au moyen de ces amendements et de ce projet de loi. Ce genre d'activités aboutit à une très grave exploitation des Canadiens. Des gens qui ont occupé des positions de confiance au sein du gouvernement font maintenant volte-face et se servent de leur ancien prestige pour en tirer un avantage financier personnel en faisant la promotion en l'occurrence d'un programme très discuté.

Cela va encore plus loin. Le ministre de la Défense nationale (M. Beatty) fait du lobbying. Des journaux rapportent qu'il charge des officiers de l'Armée canadienne de promouvoir l'idée de sous-marins nucléaires. Il fait du lobbying. C'est absolument inacceptable. Cela politise nos forces armées, ce que nous ne pouvons pas tolérer.

Le ministre de la Défense nationale a également utilisé les ressources de son ministère pour valoriser dans l'esprit des Canadiens la prise de décision concernant les sous-marins nucléaires. C'est inacceptable. Cela sape la démocratie. L'activité dans le domaine nucléaire illustre tout ce que le lobbying a de mauvais.

Ce sont les petits groupes qui se font surtout entendre. Le gouvernement dépense des millions de dollars de deniers publics à diffuser son message. En Grande-Bretagne et en France, les fabricants de sous-marins dépensent des millions de dollars de leur propre argent pour promouvoir ce projet. Les entrepreneurs de la défense dépensent des millions de dollars pour communiquer leur message. En somme, quelques petits groupes susceptibles de gagner beaucoup d'argent s'efforcent de communiquer leur message.

Qu'en est-il du revert de la médaille, de l'équité des prises de décision quand les groupes qui s'opposent à ce programme n'ont pas l'argent nécessaire pour communiquer leur propre message. Quand les contrats se chiffrent par milliards de dollars, ces groupes d'intérêt privé qui sont susceptibles de gagner beaucoup d'argent dans le cadre de ce programme, étant donné qu'ils disposent de millions de dollars pour le promouvoir, devraient être tenus de fournir des sommes égales au groupe

qui s'y opposent afin qu'ils puissent défendre leur point de vue. Voilà la façon légitime d'aborder cette question.

Les Canadiens auraient alors une meilleure chance. Ils pourraient examiner la publicité non seulement au sujet des sous-marins, de la menace soviétique, et de tous les emplois que ce programme est sensé devoir créer, mais aussi se rendre compte de la dette énorme que les générations futures de Canadiens devront assumer pour financer un programme d'achats de sous-marins dont le premier ne sera livré que dans 10 ans. Dès l'instant où ce sous-marin touchera l'eau, sa technologie sera devenue absolument désuète.

Mon collègue, le député de Esquimalt—Saanich (M. Crofton) veut se servir de ces sous-marins nucléaires, afin de s'en prendre aux trafiquants de drogue et aux bateaux de pêche qui entrent illégalement dans nos eaux. Il a tout à fait raison. Lorsque le ministre de la Défense nationale a soulevé la question pour la première fois, il voulait protéger notre souveraineté dans l'Arctique. Du fait que cela n'a pas tenu sous les critiques des experts dans le domaine qui ont déclaré qu'il y avait des façons plus rentables de le faire, le député d'Esquimalt—Saanich intervient alors et démontre son incroyable connaissance de la question en laissant entendre que nous pourrions utiliser ces sous-marins à propulsion nucléaire pour pourchasser les trafiquants de drogue et les bateaux de pêche entrés illégalement dans nos eaux. Je suppose que nous pouvons le faire. Nous pouvons probablement utiliser un sous-marin pour lancer des missiles contre des trafiquants de drogue au moment où ils sortent du port en Colombie; mais je pense que la plupart des gens reconnaîtront qu'il y a des façons moins coûteuses de résoudre ce problème. Un grave problème se pose en l'occurrence.

Le message lancé par les gens qui se trouvent de l'autre côté de la controverse n'est pas entendu. On devrait se servir du régime démocratique et de la procédure de prise de décisions. Des gens de bonne réputation affirment que nous ne consacrons pas 8 milliards de dollars à ce programme. En effet, selon le ministère des Approvisionnements et des Services, la somme serait plutôt de 10 milliards de dollars. Le conseiller en matière de sécurité du Sénat américain estime cette somme à 12 milliards de dollars. D'autres analystes navals affirment que ce projet coûtera plus de 16 milliards de dollars. Selon le conseiller en matière de sécurité du Sénat, cela hypothéquerait le budget de la défense du Canada pour toute une génération. Cette somme de 16 milliards de dollars ne nous permettra pas de faire quoi que ce soit d'autre dans le domaine de la défense, de nous occuper de choses comme la recherche et le sauvetage et le maintien de la paix. La population devrait le savoir. Or, la seule façon de bien informer le public, c'est de prévoir un projet de loi sur le lobbying efficace. Les Canadiens devraient également savoir que ce programme a des répercussions négatives sur l'assurance-maladie et les pensions de vieillesse.

On devrait également leur signaler qu'en consacrant 16 milliards de dollars à des sous-marins qui seront démodés au moment où le premier d'entre eux sera mis en service, on va déstabiliser la situation mondiale. Cela ne peut que relancer la course aux armements. Ce projet nuira au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Sérieusement, il faut donner aux Canadiens l'autre point de vue de façon juste et équitable. C'est là l'objet de ce projet de loi.